



Nous sommes les abeilles de l'Univers. Nous butinons éperdument le miel du visible pour l'accumuler dans la grande ruche d'or de l'invisible. R.M. Rilke

---

**semaine 02 - 2019**

**Du 7 au 13/01**

---

*Le renouvellement démocratique ne se fait pas dans la rue*

**Sébastien Lecornu, ministre**

*Griveaux veut plus de respect pour la porte d'un ministère que Belloubet n'en a eu pour celle de chez moi*  
**Jean-Luc Mélenchon**

*La droite trompe ses électeurs si elle ne change pas ses alliances, car elle n'aura pas les moyens de mettre en place ce qu'elle promet.*

**Thierry Mariani, ex-député**

*Je ne sais pas ce qui va le plus mal : la France ou les Républicains... Ca respire le bonheur*

**Un élu LR**

*On dit Wauquiez très intelligent, mais il fait partie de ces feignants qui attendent que le balancier du pouvoir revienne vers eux*

**Marine Le Pen**





*dessin de Plantu*

On avance le chiffre de 50 000 personnes descendus dans la rue d'un mouvement, les gilets jaunes, qui ne faiblit pas. Pour Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics, « face à l'ultra violence, il faut de l'ultra sévérité ».

Matignon planche sur « une réponse d'une grande fermeté et sans complaisance par rapport à ce qui s'est passé », selon un conseiller. Selon un ministre, il y aura des mesures plus fortes comme l'établissement de listes de casseurs, des arrestations plus systématiques, des consignes de fermeté aux forces de l'ordre.

Pour un membre du premier cercle macronien, « Il n'y a plus de revendications. On voit juste l'extrême gauche et l'extrême droite faire cause commune autour du départ du président ». Encore un qu'a tout compris.

C'est peu dire que le regain de mobilisation du mouvement des « gilets jaunes », plus nombreux que le samedi précédent, a jeté un froid au sommet de l'État, où on espérait que les fêtes feraient baisser la température. Le gouvernement est face à un vrai problème et il n'a semble-t-il pas de réponse. Pour les gilets jaunes, le combat continue.

Prenant exemple sur les gilets jaunes, des profs en colère sortent à leur tour leurs « stylos rouges » sur fessebouc. Déjà 45 000 membres. Objectif ? Faire entendre leurs revendications [salariales] et améliorer l'image de l'enseignement en France. Bof !

Interrogés par l'IFOP, les Français sont pour : la réduction d'un tiers du nombre de parlementaire (82%) ; la prise en compte du vote blanc (80%) ; le référendum d'initiative populaire (80%) ; le rétablissement de l'ISF (77%) ; l'introduction de la proportionnelle aux législatives (74%).

L'opposition regarde, sceptique, le grand débat à venir. Surtout depuis que le gouvernement a confirmé qu'il n'y aura aucun changement de cap. Les Français, eux, ne sont guère plus convaincus. Selon un sondage Harris interactive, 47 % d'entre eux pensent que le gouvernement n'en tiendra « pas du tout » compte.

Affaire Benalla. Philippe Hababou Solomon, qui a emmené Alexandre Benalla au Tchad en décembre, défrayant ainsi la chronique, est pour le moins un personnage atypique. Il fut joaillier place Vendôme, condamné en France pour faux et usage de faux, il a côtoyé Bernard Tapie ainsi que Loïk Le Floch-Prigent. Il accompagne désormais le gouvernement du Qatar dans sa stratégie africaine.

Jacline Mouraud, l'une des figures des « gilets jaunes », a confirmé la création d'un parti politique baptisé « Les Émergents ». À France Info, Jacline Mouraud a indiqué qu'elle ne prendrait pas nécessairement la tête de ce mouvement. Ou comment disparaître !

Surréaliste. Yves Cochet, écologiste et ancien ministre (EELV) de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement au sein du gouvernement du socialiste Lionel Jospin, déclare dans (3/1) : « *Les pays riches sont les premiers à devoir décroître démographiquement. Ce sont eux qui ont le mode de vie le plus polluant. Par ailleurs, limiter nos naissances nous permettrait de mieux accueillir les migrants qui frappent à nos portes.* » Cochet prend trop de tranquillisants !

Concernant le débat national, les maires de France préfèrent garder leurs distances. «*L'exécutif en a pris la décision. Nous en prenons acte. Mais nous n'en sommes, en aucun cas, les organisateurs* », prévient André Laignel, vice-président de l'AMF.

*Maintenant, débattre pour débattre n'a aucun sens et, manifestement, l'immense majorité des élus locaux pense que cela n'est qu'une manière de gagner du temps dans un contexte compliqué* », précise André Laignel.

Le gouvernement a fini par préciser les contours du grand débat. Sont déclarés hors du champ : le droit à l'IVG, l'abolition de la peine de mort et le mariage pour tous. «*Ces sujets ne sont pas sur la table, ils appartiennent à nos valeurs communes. [Ce sont] des avancées en droit qui ont été conquises de haute lutte*», a tenu à préciser Benjamin Griveaux.

Ils ont franchi le Rubicon. Thierry Mariani et Jean-Paul Garraud, ex-député LR de Gironde, ont rejoint la liste de l'ex-Front national aux élections européennes. Ils figureront parmi les douze premiers candidats et donc en position éligible. Le parti pouvant espérer, une bonne vingtaine d'élus.

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) avait lancé une consultation en ligne ouverte aux citoyens centrée sur six sujets. Et ô surprise, sur les 9 000 contributions recensées, c'est l'abrogation du mariage pour tous qui est arrivé en tête avec 5 897 voix et une vraie politique familiale (4611 votes). Les réseaux sociaux de droite ont fonctionné !

Soucieuse de reconquérir son électorat et peaufiner son image de femme d'Etat, Anne Hidalgo rendra visite les 17 et 18 janvier prochain aux marins du porte-avions Charles De Gaulle. Elle sera accompagnée d'une soixantaine de collégiens. La mairie de Paris est marraine du bâtiment.

Laurent Wauquiez se dit « consterné » par les mesures annoncées par l'exécutif face à la crise des « gilets jaunes », des « recettes de l'ancien monde ». « *Comme si le pouvoir d'achat pouvait se décréter à coups de primes gouvernementales et de dépenses nouvelles* » « *Si on ne change pas profondément de direction, l'économie française va dans le mur* », prévient Wauquiez.

Le baromètre de la confiance du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), réalisé en décembre dernier, confirme une défiance des Français dans les instances et les acteurs de la vie démocratique, président de la République en tête.

«Lassitude», «morosité», «méfiance» sont les trois mots qui expriment le plus «l'état d'esprit actuel» des Français. Cela a toujours été le cas depuis dix ans, mais, en un an, la progression de chacun de ces sentiments est spectaculaire (respectivement +7,+8 et +4 points).

*« On a du mal à reconnaître le pays qui a porté au pouvoir Emmanuel Macron et sa promesse de révolution démocratique, estime Bruno Cautrès, chercheur au CNRS et enseignant à Sciences Po et au Cevipof. La colère, la déception, les tensions, le sentiment d'abandon : tout se passe comme si le pacte de bienveillance et de réconciliation dont était porteur le projet de dépassement des antagonismes du "vieux monde" avait été déchiré en quelques mois. »*

Un grand débat national pour rien ? Si 81 % des Français ont entendu parler de la concertation qui doit commencer le 15 janvier prochain, 70 % d'entre eux pensent qu'elle ne sera pas utile pour le pays, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour *Le Figaro* et Franceinfo.

Ségolène Royal qui avait songé se présenter aux européennes du 26 mai prochain annonce qu'elle y renonçait car les « conditions du rassemblement ne sont pas remplies. Je reprends ma liberté de ne pas être candidate mais je reste dans le jeu des européennes ».

## Elysée

---

A l'Europe, Macron a un allié, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte. Leur objectif ? Battre encore une fois les antieuropéens et les populistes eurosceptiques mais surtout, et en même temps, fédérer les centristes et les libéraux des 27 pour devenir le deuxième groupe du Parlement européen.

Suite aux événements du samedi 5/1 Emmanuel Macron a touté : « Une fois encore, une extrême violence est venue attaquer la République - ses gardiens, ses représentants, ses symboles. Ceux qui commettent ces actes oublient le cœur de notre pacte civique. Justice sera faite. Chacun doit se ressaisir pour faire advenir le débat et le dialogue ».

La consultation des religions en vue d'une révision de la loi de 1905 a été lancée lundi 7/1 par le président de la République. Avec Édouard Philippe et Christophe Castaner, Emmanuel Macron a reçu à l'Élysée, pendant une heure trente, les responsables du Conseil français du culte musulman (CFCM).

Emmanuel Macron a décidé de mouiller la chemise sur le grand débat et se rendra à la rencontre des maires avec des déplacements prévus d'ici la mi-mars dans quasiment toutes les régions de France.

Emmanuel Macron n'organisera aucune cérémonie de vœux à l'Élysée cette année, contrairement à la tradition, pour se consacrer aux déplacements prévus dans le cadre du «grand débat». Seules exceptions au personnel de l'Élysée et aux armées à Toulouse le 17/1.

Pour succéder à Sylvain Fort, directeur de la communication de la présidence de la République, une demi-douzaine de personnalités ont été approchées, dont deux des actuels dirigeants de Publicis Consultants : Clément Léonarduzzi et Laurent Glépin, ex-attaché de presse au RPR puis de Chirac à l'Élysée.

## Gouvernement

---

Brune Poirson, secrétaire d'Etat à l'Ecologie, est une adepte du kung-fu, art qu'elle a pratiqué lors d'un stage à Shaolin. A la question « *ça vous a rapporté quoi ?* », elle répond : « neuf kilos en moins, endurance et rigueur. » Il en faut à la tête d'un tel bazar.

Mégalomanie. Au traditionnel déjeuner de début d'année offert par le ministre de l'Intérieur à ses collègues, Castaner leur a offert une médaille de chez Arthus Bertrand avec sa tronche en effigie.

Répartition des tâches au ministère de l'Intérieur. Laurent Nuñez s'occupera plus particulièrement de sécurité, de lutte contre le terrorisme et de relation avec les administrations compétentes. Tandis que Christophe Castaner, auquel ont été enlevés les territoires, devrait se pencher sur la question de l'immigration, de l'islam et de la révision annoncée de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat.

Agnès Buzyn a un dossier miné sur son bureau : celui des pensions de réversion. Beaucoup autour du chef de l'Etat souhaiteraient que, dans le cadre de la réforme des retraites, un nouveau mode de calcul de ces pensions, généralement attribuées aux veuves, permette de les revoir à la baisse. En pleine crise des gilet jaunes, le dossier est explosif.

Edouard Philippe, lundi 7/1 au soir et sur TF1, a dévoilé les nouvelles dispositions mises en œuvre pour rétablir l'ordre. A la clef, des solutions immédiates, comme l'annonce de la mobilisation de près de 80 000 forces de l'ordre contre les futures manif des Gilets Jaunes. Une loi en perspective pour durcir la répression contre les casseurs. Et surtout la constitution d'un fichier de personnes interdites de manifestations.

Bruno Le Maire a pris tout le monde de court en annonçant que Bercy pourrait revoir sa copie et finalement maintenir la taxe d'habitation pour les 20 % de Français les plus riches, soit environ 4 millions de foyers. Ça tique déjà du côté du Conseil constitutionnel pour « rupture d'égalité ».

Grande fébrilité dans les ministères tous les chefs de cabinet sont en train de caler les endroits où leurs ministres pourraient éventuellement se rendre. Certains sont à cran, il ne faut pas se louper. La peur est grande d'être accueilli avec du goudron et des plumes !

Frédéric de Lanouvelle, âgé de 39 ans, ancien reporter pour "Sept à Huit" sur TF1, ancien reporter et présentateur sur BFMTV, qui était porte-parole du ministère de l'Intérieur depuis décembre 2017, a démissionné de ses fonctions.

Se félicitant d'un passage « sans bug » au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérald Darmanin a annoncé l'attribution d'une prime exceptionnelle de 200 euros nets aux 40 000 fonctionnaires du fisc en février. Coût global : 8 millions €. Merci patron !

## Institutions

---

Le Répertoire national des élus (RNE) a été mis en ligne hier en format ouvert sur le site [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr). Renseigné et tenu à jour trimestriellement par les préfetures et par les services du ministère de l'Intérieur, il a pour finalité le suivi des titulaires d'un mandat électoral.

Michel Delpuech, le préfet de police de Paris, entretient des relations détestables avec Christophe Castaner. Le ministre de l'Intérieur aurait bien aimé se débarrasser de ce proche

de Gérard Collomb qui fut préfet de Lyon. Considéré comme un très grand préfet, le chef de l'Etat a jugé que son départ ajouterait de la crise à la crise.

Gérard Araud, l'ambassadeur de France à Washington, est sur le gril depuis qu'il a été interrogé à la mi-décembre sur la chaîne Fox News et qu'il a déclaré que les manifestations en cours dans le pays contre le gouvernement du président français Emmanuel Macron sont « *pleines de bon sens* ».

La Direction générale des finances publiques (DGFiP) a accordé une prime de 1 000 euros, annuelle et pérenne, à chacun des 350 agents des sept centres d'appels des impôts qui renseignent les assujettis.

Yaël Braun-Pivet, présidente LREM de la Commission des lois et députée des Yvelines, a fait savoir publiquement la semaine dernière qu'il était hors de question pour elle de tenter de rouvrir la commission d'enquête sur l'affaire Benalla, après les derniers rebondissements dans l'affaire dite des « passeports diplomatiques ».

L'ex-sénatrice de Paris, Chantal Jouanno, chargée de coordonner la consultation citoyenne voulue par Emmanuel Macron, devait être rémunérée 176 000 euros en 2019 en tant que présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP). Son salaire faisant polémique, elle a décidé de démissionner. L'opposition se gausse ! « *Avec Hollande on croyait avoir touché le fond, avec Macron on creuse !* », s'esclaffe le député LR Daniel Fasquelle

Mme Françoise Ramond, 78 ans, maire (DVD) d'Epernon, devient sénatrice d'Eure-et-Loir à la suite de la démission de Gérard Cornu, conseiller régional (LR) du Centre-Val de Loir.

La succession de Pascal Brice, un diplomate de formation, à la tête depuis six ans de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) pose problème. Gérard Collomb et une grande partie de l'administration du ministère, voulaient, à juste titre, sa peau. Trop indépendant à leurs yeux.

Pascal Brice a critiqué ouvertement la non-réforme du règlement de Dublin, combattu les tentations d'externalisation de l'asile contenues un temps dans le projet de loi asile ou dans l'idée en germe de débarquer en dehors de l'Europe les migrants secourus en Méditerranée.

Au-delà des querelles d'ego sous-jacentes, le conflit traduit un divorce de fond entre Beauvau et l'Ofpra sur la façon dont l'asile doit ou non s'articuler avec la politique migratoire. Au ministère de l'intérieur, on s'inquiète de l'augmentation du nombre de demandes d'asile – qui devrait s'établir autour de 120 000 demandes en 2018 – et de l'embolie du système d'hébergement qu'elle génère. A la botte l'Ofpra !

Dans un livre choc, *Juges en Corse*, neuf magistrats en poste sur l'île entre 1991 et 2017 dénoncent la mainmise du crime organisé sur l'île et le manque de continuité de l'Etat pour le combattre.

Il y a 600 hauts fonctionnaires qui gagnent plus que le président de la République, notamment à Bercy et au Quai d'Orsay. Le plus gros salaire est celui du patron de la Banque de France qui atteignait les 350 000 € brut par an. Mais celui de la Haute Autorité pour la transparence pour la vie publique touche moins, soit 8 000 €.

Il y a une nomenklatura, avec de hauts fonctionnaires membres des grands corps d'Etat qui trustent les postes. On peut aussi dire qu'on est face à une aristocratie d'Etat qui a, qu'on le veuille ou pas, d'énormes privilèges.

## Divers

---

La dégradation de la résidence secondaire du ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy sur l'île d'Ouessant (des tags, vendu, voleur) est l'occasion de constater que ce bien immobilier n'a pas été déclaré à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Le 7 décembre dernier, Jean-Louis Debré, ancien président de l'Assemblée nationale et ancien président du Conseil constitutionnel, recevait, au grand temple Arthur Groussier, le Grand prix national de la laïcité du Grand Chapitre Général du GODF (animé par Philippe Guglielmi, un militant socialiste recasé au Conseil économique, social et environnemental)

L'ancienne ministre Françoise de Panafieu, ancienne députée (UMP) de Paris, ancienne ambassadrice, déléguée permanente de la France auprès de l'UNESCO, a été élue à la présidence de la société des Amis du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Pédophilie. Le procureur adjoint Charlotte Trabut n'a requis aucune condamnation au procès du cardinal Philippe Barbarin et de cinq anciens membres du diocèse de Lyon pour non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs commises par un prêtre.

Conseiller de la banque Barclays et avocat - devenu associé en 2018 du cabinet de Francis Szpiner Stas Associés -, le président l'Association des maires de France (AMF) François Baroin mène aussi une discrète carrière dans le secteur portuaire.

Le maire de Troyes conseille la société de gestion de terminaux portuaires Sea-Invest France dont il a intégré le conseil d'administration en février 2018. Il épaula Gérard Longuet, président de la filiale française du groupe belge.

Dominique Bussereau, président du conseil départemental de Charente-Maritime, ex-ministre des transports, vient de lancer sa société, Charbus conseil, spécialisée en stratégie publique et relations institutionnelles dans le secteur des transports. Il est aussi très actif au Maghreb, notamment en Tunisie où il pilote une opération de billettique.

La cagnotte en ligne pour les forces de l'ordre blessées lors des manifestations des Gilets jaunes, lancée mardi par le président LR de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur Renaud Muselier, a dépassé jeudi 10/1 en milieu de journée le million d'euros.

## Tambouille macronésienne

---

Depuis plusieurs semaines, de nombreux députés LREM reprochent à Edouard Philippe sa raideur dans la gestion de la crise des gilets jaunes. Toutefois, l'intransigeance supposée du premier ministre lors de sa prestation à TF1 lui a permis de se glisser très naturellement dans le costume du défenseur de l'ordre républicain.

Reste qu'au sein du gouvernement, plusieurs voix se sont élevées pour appeler à ne pas sous-estimer la colère des gilets jaunes. Notamment Marlène Schiappa qui a estimé que l'exécutif devait changer « beaucoup de choses » dans son exercice du pouvoir.

Permanences vandalisées, lettres d'insultes, intrusions à leur domicile... Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, les députés de la majorité sont la cible d'actions violentes, parfois même de menaces de mort. A titre d'exemple, Patricia Gallerneau, députée Modem de Vendée a découvert avec effroi un mur de parpaings construit devant son domicile.

« Cette multiplication des violences contre les députés n'a pas d'équivalent sous la Ve République », rappelle l'historien Christophe Bellon, spécialiste de la violence en politique. Et d'accuser les Insoumis comme le Rassemblement national. « On dirait qu'ils découvrent la violence de la politique, mais nous, cela fait trente ans qu'on subit la haine et des insultes » constate un membre du RN.

## Droite

---

Pour Gilles Platret, porte-parole des Républicains, « on ne va pas se raconter d'histoires. Il y a belle lurette qu'Alain Juppé n'est plus, dans les faits, membre des Républicains ».

Réunis par Valérie Pécresse, un certain nombre d'élus LR ont dîné avec François-Xavier Bellamy, a priori futur tête de liste aux européennes. Pas vraiment convaincus : « Il fait chérubin. Il est un peu hors-sol et il n'est pas armé. On va en faire de la bouillie, il va ressortir traumatisé. » Rien que ça.

Bruno Retailleau, déjà à la tête d'un petit bouclard, Force républicaine, lance une école de formation politique : Politeia. A destination des jeunes de moins de 30 ans. Ouverte à tous, adhérents ou non, elle propose des cycles de formation de trois mois, à raison d'une conférence par mois, au siège parisien de FR ou sur Internet, via des « ateliers décentralisés » en région.

Le premier cycle sera consacré au « progressisme » et animé par la philosophe Bérénice Levet, auteur de *Libérons-nous du féminisme !* (Éd. de l'Observatoire). Le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté a été sollicité pour le second, en avril. On prête au camarade Retailleau de hautes ambitions.

Commentaire d'un sénateur : « C'est un freluquet, il ne fume pas, il ne boit pas, il ne chasse pas, il est raisonnable en tout et pourtant tout le monde est sous le charme, s'étonne un sénateur. C'est quand même que le type a du talent ! ». Va-t-il aux putes comme ses collègues ?

L'imbroglie continue autour de la tête de liste pour les prochaines élections européennes chez les Républicains. Laurent Wauquiez aurait abandonné l'option François-Xavier Bellamy sous la pression de Gérard Larcher. Mais la messe n'est pas dite. L'état-major du parti continue, lui, de passer en revue les profils.

Dans les sondages, Nicolas Du pont-Aignan est désormais crédité de 7% aux prochaines européennes. Suffisant pour prendre le melon et ne pas se laisser manger par les Républicains – il espère être devant eux – et le Rassemblement national. Il est vrai que la révolte des gilets jaunes pourrait le booster.

Dans ses vœux à la presse, le maire de Bordeaux, Alain Juppé, s'est félicité d'être détaché désormais des Républicains. Il a laissé entendre qu'il soutiendrait la liste la plus européenne, celle de la LREM à n'en pas douter.

Et d'affirmer que l'Europe est le seul moyen de n'être inféodé ni aux Américains, aux Chinois ou aux Russes. Pauvre nigaud, ça fait des décennies que tu baisses ton froc, avec Bruxelles, devant les Américains. Ah, l'aventure Libyenne !

## Gauche

---

Benoît Hamon donne des cours sur l'économie sociale dans quatre universités. A Paris, à Sciences-Po, à Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et à l'université de Lille où il en profitera pour tenir une réunion publique.

Retiré de la vie politique, Bernard Cazeneuve compte encore des soutiens au PS. Mi-février, il sera l'invité des sénateurs pour un dîner organisé par Patrick Kanner. Le premier à avoir inauguré ce genre de soirée est François Hollande. Bla bla bla !

En 8<sup>ème</sup> place éligible sur la liste de la France insoumise aux prochaines élections européennes figure le nom de Gabriel Amard (né Amar) qui n'est autre que le gendre de Jean-Luc Mélenchon, marié depuis 2016 à sa fille Maryline, née de son union avec Bernadette Abriel.

Jean-Marc Borello. Délégué national d'En Marche!, cet homosexuel revendiqué (dont le nom était apparu dans l'affaire Megel, un important scandale de pédophilie) est accusé de harcèlement et d'agressions sexuelles au sein de son entreprise, le Groupe SOS, présenté comme le navire amiral de l'«économie sociale et solidaire »

Le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure a estimé que si la gauche ne s'unissait pas pour les élections européennes en mai 2019, « *nous disparaîtrons ensemble* ». Mais c'est déjà le cas, coco !

Les relations n'ont jamais été très bonnes entre François Hollande et Jean-Luc Mélenchon. En privé Hollande n'hésite pas à se lâcher : « *Quand je l'entends se moquer des autres formations de gauche, c'est le Pygmée qui se moque des lilliputiens.* »

Le secrétaire national du PCF Fabien Roussel s'est dit favorable à la perspective de référendums d'initiative citoyenne (RIC) "sur tous les sujets", et "pourquoi pas" sur la peine de mort et le mariage pour tous « *si les Français le demandent* ».

## Société

---

Deux distinguées « linguistières », Aurore Ponsonnet et Sandrine Campese, ont eu une excellente idée. Elles dictent une fois par mois un texte érotique de leur cru, semé de difficultés langagières comme il se doit à un public complice. Mieux que Pivot. Cela se passe en général dans ce café original, Onzième lieu (11<sup>e</sup> arrondissement de Paris). Prochaines dates : 18 janvier, 21 février et 21 mars. Entrée 15€.

Le soutien financier au boxeur Christophe Dettinger, qui avait agressé un gendarme mobile en marge de l'acte VIII des Gilets jaunes, a pris une tournure politique. Face au tollé suscité par les 146 000 € versés par plus de 8 000 donateurs, la plate-forme en ligne Leetchi a clôturé la cagnotte en question. Les syndicats de police y voyaient une « *prime à la casse du flic* ».

La mesure a été adoptée le 1<sup>er</sup> juillet, mais le passage aux 80 km/h sur les routes secondaires françaises ne passe pas. Et le mouvement des gilets jaunes sur le sujet ne faiblit pas. Christophe Jerretie, député LREM de la Corrèze reconnaît que « *ça continue de râler en région* » et que « *beaucoup se plaignent de rester coincés derrière les camions* ». Le gouvernement avance la baisse effective de 200 morts de moins sur les routes en 2017.

## Faits divers

---

Jérémie Ladreit de Lacharrière, fils aîné du milliardaire Marc, et directeur artistique du pôle Nord-Productions, une société spécialisée dans les spectacles pour enfants, a été condamné le 7 octobre 2015. Par le tribunal correctionnel de Paris de 30 mois de prison avec sursis, pour diffusion de clichés pornographiques d'enfants sur Internet.

L'unique restaurant naturiste de Paris a annoncé sa fermeture en février prochain, faute de clients. Installé dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, O'Naturel avait ouvert en novembre 2017. Une fois passés par le vestiaire, les clients en costume d'Adam ou d'Eve pouvaient profiter de menus allant de 39 à 49 euros.

C'est le succès commercial du début d'année. Les fèves à l'effigie de Johnny Hallyday, glissées dans des galettes des Rois, font un tabac. Les boulangers ayant garni leurs gâteaux de guitares, blousons, santiags et vinyles en référence au plus célèbre des rockeurs français sont débordés.

## Immigration

---

Le corps de la victime a été retrouvé à son domicile de Joué-lès-Tours, six jours après le meurtre. La victime, Bertrand Louiset, un ancien directeur du Monoprix des Deux Lions. Il accueillait chez lui, un migrant de 22 ans, originaire de la Côte d'Ivoire. Ce dernier a été interpellé le 17 décembre 2018. Il a reconnu avoir tué son hôte de 28 coups de couteau. La victime était homosexuelle.

Un total de 2262 migrants sont morts en tentant de traverser la Méditerranée l'an dernier, tandis que 113 482 personnes sont arrivées en Europe par la mer, essentiellement via l'Espagne, selon le HCR qui fait état de chiffres en baisse par rapport à 2017.

Mercredi 9 janvier, Malte et la Commission européenne devaient annoncer que les 49 migrants bloqués à bord du *SeaWatch 3* et du *Professor Albrecht Penck*, depuis leur sauvetage au large de la Libye les 22 et 29 décembre, sont autorisés à débarquer à La Valette.

Si un retournement diplomatique est toujours possible dans ce dossier sensible, ce sont donc près de 200 migrants qui devraient être répartis, dont 60 en France et 60 en Allemagne. Le Portugal devrait en prendre 25 et l'Italie 15.

La Belgique a renoncé à en accueillir, parce que son gouvernement en est réduit aux affaires courantes, et surtout parce qu'elle ne juge pas utile de soulager Malte « *alors que la situation est bien plus difficile en ce moment pour l'Espagne et l'Italie* ».

Cinquante et un migrants se présentant comme kurdes ont débarqué jeudi 10/1 à l'aube sur une plage dans la pointe sud de l'Italie, alors que le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, martèle que les ports sont fermés.

Selon le ministère de l'Intérieur, il s'agit du premier débarquement de l'année. Les migrants arrivant en Italie via la Turquie sont souvent entassés sur des voiliers conduits par des passeurs ukrainiens ou russes et déposés de nuit dans le sud de la péninsule.

## Ecologie/ Sciences

---

Les tortues, comme d'autres reptiles, serpents, lézards, crocodiles, ont un déterminisme sexuel thermodépendant. C'est la température d'incubation des œufs qui va déterminer le sexe du bébé à venir.

Aujourd'hui, chez les tortues vertes marines, il y a presque autant de naissances de mâles que de femelles (52 % de filles). D'ici à la fin du siècle, il pourrait n'y avoir que de 7 à 24% de mâles en raison du changement climatique.

Plus d'un quart (26 %) des espèces évaluées risquent d'être purement et simplement rayées de la carte, en France et dans les outre-mer. C'est le tragique constat dressé par l'édition 2018 des « chiffres-clés de la biodiversité » que viennent de publier le Commissariat général au développement durable, l'Agence française pour la biodiversité et l'Observatoire national de la biodiversité. La France abrite environ 10 % de la biodiversité de la planète.

## Economie

---

L'historique dentellier calaisien Noyon, qui perpétue la confection de ces précieuses étoffes depuis 1919 et emploie 170 salariés, a été placé en redressement judiciaire. Son chiffre d'affaires a chuté de 30 % l'an passé. Il n'a pu verser les salaires de décembre. Passé de 440 salariés fin 2008 à 170, il a été en redressement dès 2008, avec, en 2010, un plan de continuation, achevé fin 2016, avec 55 suppressions d'emplois sur 237.

Selon un sondage OpinionWay réalisé pour Vousfinancer, 72 % des Français ont indiqué éprouver au moins une crainte liée au prélèvement à la source, avec en tête, des erreurs dans le montant prélevé (pour 34% d'entre eux).

Les résultats de l'enquête laissent donc penser que la consommation, déjà plombée par le mouvement des Gilets jaunes fin 2018, pourrait continuer de souffrir cette année du fait de ce changement de mode d'imposition.

Pour l'économiste Marc Touati, patron d'un cabinet d'analyses économiques, une baisse massive des impôts pour tous s'impose, entreprises comme ménages. Et, il faut un grand soir fiscal. On compte en France plus de 350 taxes et impôts divers et plus encore de niches fiscales. Il est urgent de remettre à plat notre système fiscal et grand temps de mettre fin à cette instabilité pour les chefs d'entreprise.

Moins pour les sociétés du CAC 40 que pour les 97 % des petites entreprises françaises qui ont moins de dix salariés. Car, plus le poids des prélèvements obligatoires augmente, plus la croissance baisse. « On est en plein déni de réalité » estime Marc Touati.

Damage collatéral. L'impôt à la source va modifier l'économie de bien des ménages et bousculer des échafaudages financiers élaborées au sein des couples bien souvent à la louche et depuis des décennies. Genre : madame paie la nourriture, monsieur les impôts ! Et boum !

Déception pour Framatome : les 12 générateurs vapeurs devant équiper les centrales 900 MW de sa maison mère EDF ont été finalement commandés au japonais MHI. Derrière ce choix : la nécessité pour l'énergéticien de caresser dans le sens du poil le groupe nippon, entré au capital du chaudiériste fin 2017.

## Culture / médias

---

Alors qu'elles se voyaient terminer l'année dans le rouge, les librairies indépendantes ont vu leur chiffre d'affaires annuel rester stable, à +0,6 %, selon les données collectées par l'Observatoire de la librairie.

Si les indépendants s'en sortent bien, le marché de l'édition ne sera pas forcément en croissance en 2018 : plus de la moitié des ventes de livres se font dans les grandes surfaces culturelles (Fnac, Cultura...) et alimentaires, ainsi que sur Internet.

Le général démissionnaire Pierre de Villiers fait un tabac avec son deuxième livre, *Qu'est-ce qu'un chef ?* dont les ventes dépassent déjà les 85 000 exemplaires. Il avait déjà vendu 125 000 exemplaires de son premier livre. Mieux que son frère Philippe.

Les syndicats d'Altice France, maison mère du news magazine *L'Express*, s'attendent à l'annonce courant janvier d'un nouveau plan de départs. Ce dernier pourrait concerner une quarantaine de postes sur un effectif total de 200 personnes environ.

A BFM Business deux de ses animateurs vedettes se font la malle : Fabrice Lundy fait jouer la clause de cession et Annie Lemoine, pour cause de désaccord stratégique avec le directeur de la rédaction de la chaîne Stéphane Soumier. Et un tiers de la rédaction de RMC Sport profiterait également de la clause de cession.

01Net Magazine est en vente. Diffusé à 104 000 exemplaires en 2018 au sein de son pôle de presse (SFR Presse), qui compte également *A nous Paris* et *My Cuisine*, le groupe dirigé par Alain Weill souhaite conserver uniquement *L'Express* et *Libération*.

Jacques Laurent, écrivain protéiforme (roman, histoire, essais ayant écrit sous différents pseudonymes dont le célèbre Cécile Saint-Laurent) parmi les plus brillants de sa génération, aurait eu 100 ans le 5 janvier. Le jury des Hussards lui rendra hommage lors de sa prochaine remise de prix.

Denis Olivennes pourrait bien ne pas avoir à déménager son bureau actuellement sis à Levallois-Perret, chez Lagardère active. Il est actuellement en discussion avec Daniel Kretínský, PDG du groupe Czech media invest (CMI), en vue de le rejoindre.

Le quotidien national catholique *Présent* retrouve des couleurs après son placement sous mesure de sauvegarde en juillet 2018. Condamné à payer environ 400 000 euros d'indemnités à deux anciens salariés, *Présent* devrait être à l'équilibre l'année prochaine. Le quotidien diffuse à 10 000 exemplaires.

La mise en vente de la très rentable chaîne Gulli par le groupe Lagardère aiguise les appétits. Pour l'heure, M6, TF1 et la société de production Xilam ont fait une offre. Les montants avoisinent les 180 millions d'euros. Les salariés craignent qu'un éventuel rachat par M6 ou TF1 ne s'accompagne d'un plan social.

A peine mis en vente que le dernier roman de Michel Houellebecq, *Serotonine*, est déjà un énorme succès. A un premier tirage de 320 000 exemplaires, le roman vient d'être réimprimé à 50 000 exemplaires a annoncé Flammarion. Comme d'habitude, certains le porte aux nues, d'autres l'exècre.

## Europe

---

**Allemagne.** Des milliers de documents confidentiels, appartenant principalement à des responsables politiques, mais aussi à des personnalités du monde des médias et de la culture, ont été publiés en ligne. Information confirmée par une porte-parole du gouvernement. Des données appartenant au président de la République, Frank-Walter Steinmeier, ainsi qu'à la chancelière, Angela Merkel, auraient aussi été mises en ligne.

Les principales formations politiques du pays sont concernées. A une exception notable : le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), première force d'opposition au Bundestag (92 élus sur 730), dont aucun responsable n'aurait vu ses données publiées.

C'est en fait un étudiant de la Hesse qui est à l'origine du vaste piratage informatique ayant conduit à la mise en ligne de données personnelles de près d'un millier de responsables politiques allemands – dont Angela Merkel – ainsi que de plusieurs personnalités du monde des médias et de la culture.

Le pirate, qui se faisait appeler « Orbit », s'est en effet surtout attaqué à des youtubeurs, journalistes et artistes classés à gauche, ou qui publiaient des vidéos féministes ou antiracistes. L'homme se dit intéressé par les thèses du parti nationaliste AfD.

Malgré l'opposition déclarée des Etats-Unis contre le projet de gazoduc Nord Stream 2, l'Allemagne est bien décidée à faire aboutir le projet mais en maintenant son transit par l'Ukraine et ce malgré le désir de Vladimir Poutine d'éviter ce pays en raison de ses différents avec ce pays.

C'est cette position d'équilibre que les Américains veulent briser. A ce jour, seulement 300 des 1200 kilomètres de tuyaux du futur gazoduc ont été installés et le chantier prend du retard notamment en raison de l'opposition du Danemark.

Angela Merkel et les principaux partis allemands ont sévèrement condamné le passage à tabac de Frank Magnitz, un député du parti AfD d'extrême droite, lundi soir, dans la ville de Brême, par trois personnes qui ont pris la fuite.

**Angleterre.** La Première ministre britannique Theresa May n'est pour l'instant pas parvenue à convaincre les chefs d'Etat européens de revenir sur le contenu de l'accord sur le Brexit négocié mi-novembre.

Les chambres de commerce britanniques (BBC) alertent sur les difficultés des entreprises à trouver une main-d'oeuvre qualifiée, une situation sans précédent depuis trente ans. C'est ce qu'affirment 81 % des entreprises manufacturières sondées et 70 % des entreprises de services.

**Autriche.** La poste autrichienne a reconnu collecter et commercialiser des données sur les « affinités politiques » présumées de ses clients, assurant ne rien voir d'illégal à cette pratique, alors que des révélations de presse l'ont placée sous le feu des critiques dans la foulée du scandale Fessebouke.

**Espagne.** Le parti Vox réclame aux deux formations, Parti populaire et Ciudadanos, qu'elles renoncent à un point de leur programme qui prévoit de « *financer de façon adéquate la lutte contre les violences faites aux femmes* ». Pour la formation d'extrême droite, les mesures contre les violences machistes sont un « *djihadisme de genre* ».

Son président, Santiago Abascal a demandé que l'on parle plutôt de « *violence au sein de la famille* ». « *Nous avons beaucoup à dire et nous allons le dire* » en exigeant un « accord

détaillé, par écrit et transparent » signé par « les deux partis qui veulent gouverner en Andalousie » et qui tient compte de son programme.

Vox finalement a accepté, selon divers médias, de soutenir le Parti populaire et Ciudadanos pour constituer un gouvernement conservateur en Andalousie, bastion de la gauche.

**Italie.** Les deux figures du gouvernement populiste italien ont apporté leur soutien aux gilets jaunes en France : « *Gilets jaunes, ne faiblissez pas !* » a écrit Luigi Di Maio, chef de file du M5S. « *Je soutiens les citoyens honnêtes qui protestent contre un président gouvernant contre son peuple* », a renchéri Matteo Salvini, patron de la Ligue d'extrême droite.

En visite à Varsovie mercredi, le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini a déclaré que la Pologne et l'Italie seraient les « *nouveaux protagonistes du printemps européen* ». Il projette de réformer l'UE avec Varsovie.

**Serbie.** Des dizaines de milliers de Serbes sont descendus dans la rue à Belgrade pour le cinquième samedi consécutif de mobilisation contre le régime autocratique du président Vucic, formant une rivière humaine déferlant dans la capitale.

C'est l'agression d'un dirigeant de l'opposition, Borko Stefanovic, frappé à coups de barres en fer à la tête en novembre, qui a déclenché ce mouvement citoyen appelé « *Stop aux chemises ensanglantées* ». Une violence jugée de trop pour ceux qui sont exaspérés par la mainmise du régime sur les institutions, l'économie et les médias.

**Vatican.** Le monde connaît une « *réémergence des tendances nationalistes* » et « *populistes* » et revit une partie du scénario de l'entre-deux guerres a estimé le pape François. Il a donc demandé à la communauté internationale de réagir avant qu'il ne soit trop tard. En retrouvant notamment l'esprit de la « *diplomatie multilatérale* ». Vœux pieux.

## International

---



**Canada.** Ceux qui pensaient que la libéralisation du cannabis ferait chuter les cours en sont pour leur frais. En effet, le gramme de cannabis se vend aujourd'hui 9,70 dollars canadiens sur le marché légal, contre 6,50 dollars hier encore au marché noir. La cause en serait une demande plus importante que les stocks disponibles.

**Etats-Unis.** Rashida Tlaib, une ancienne avocate de 42 ans, avait fait de la destitution du 45<sup>ème</sup> président des Etats-Unis l'un de ses arguments de campagne dans le Michigan. Cette fille d'immigrés palestiniens, avait déjà été arrêtée il y a deux ans pour avoir perturbé un discours de M. Trump.

Fraîchement élue au Congrès, la démocrate Rashida Tlaib a déclaré : « *Nous allons destituer ce fils de pute !* », à ses partisans dans une vidéo filmée lors d'une soirée de célébration, quelques heures seulement après sa prestation de serment. La séquence a été largement relayé par les réseaux sociaux.

Rétropédalage. Washington renonce à un retrait rapide de Syrie. « *Nous partons à un rythme approprié tout en continuant à nous battre contre [les djihadistes] et à faire tout ce qui est prudent et nécessaire !* », a touté Donald Trump.

---

## SOUVENIR ET TEMPS PRÉSENT...

---



*Fin février 1965, le président algérien Ben Bella convia l'aviateur et industriel français Pierre Clostermann à un séminaire afro-asiatique pour les affaires économiques. Lors du banquet attingent, l'ancien « héros de la France libre » se trouva placé à côté du nouvellement célèbre Ernesto « Che » Guevara avec qui il devisa de longues heures pendant et après le repas. Le révolutionnaire, qui venait de combattre à la tête de 125 guérilléros cubains comme encadrement des tribus Balubas et Batékés, lui confia sans détours son opinion sur les Africains \* :*

« Il revenait d'Afrique où il avait mené le combat à la fois contre l'ONU au Katanga et contre Tchombé tentant d'organiser une réaction à la mort de Lumumba (...) Che avait vite compris, m'a-t-il dit, que les Africains ne combattaient que pour massacrer les sans défense et pour piller. Inutile de leur parler d'idéal et d'indépendance. La chute d'Atshoma qui était sa base arrière bien fortifiée, confiée à un certain Kabila, couard, incompetent et vénal qui l'avait vendue aux Indiens de l'ONU, avait fini de l'écoeurer et de lui démontrer qu'une révolution libératrice de l'homme était impossible dans ce continent trop vaste et affligé de forces centrifuges (...) à mes objections, il répondait que les Africains étaient décevants, incapables de raisonner à long terme, d'une sauvage cruauté atavique et aveugle. Rien à voir avec les plus pauvres des prolétaires d'Amérique du Sud, probablement parce qu'ils avaient du sang européen dans les veines, quoique presque tous métissés à l'exception des Argentins et des Chiliens (...) il m'a répondu, et je ne l'ai pas oublié venant de lui, que l'on pouvait toujours accuser les nations coloniales avec leurs frontières découpant l'Afrique au mépris des ethnies et de la géographie, mais que, même dans cent ans, ils seraient incapables de prendre en main leurs propres affaires sans revenir aux moeurs tribales du XVIII<sup>e</sup> siècle. La notion de démocratie serait toujours « manière comique des Blancs ».

« Ceux que vous rencontrez à l'ONU ou dans les ambassades baisant la main des dames ne font que nous singer pour nous faire plaisir ou obtenir des fonds ! » . En conséquence de tout cela il allait rentrer à Cuba et changer, non point de philosophie, mais d'objectif.

(\*) Source : Pierre Clostermann, *L'histoire vécue*, Flammarion 1998, p 207-208

## Sites à consulter

---

[TVLibertés](#)

[excellent site à consulter régulièrement](#)

[un gilet jaune tarte le représentant du Medef](#)

[entretien avec Etienne Chouard](#)

[la chronique toujours pertinente de Bernard Plouvier](#)

[le transhumanisme.. Quesako ?](#)

## Journée de lecture

---

**L'abbé Wallez, l'éminence noire de Degrelle et Hergé, par Marcel Wilmet, 104 p., 20 €+ frais de port.**

Ouvrage publié à compte d'auteur. L'ouvrage est consacré au prêtre et journaliste belge Norbert Wallez (1882-1852), l'une des figures les plus marquantes de la collaboration wallonne et son influence, dès 1928, sur Lépn Degrelle et Georges Rémi qui participeront à l'aventure du Petit vingtième. Pour Tintinophile avéré.

A commander : [m.wilmet@ART9experts.com](mailto:m.wilmet@ART9experts.com)

**Réflexions sur la tragédie grecque, par Jacqueline de Romilly, ed. de Fallois, 308 p., 20 €**

Un recueil d'articles posthume de cette célèbre dame, qui s'interroge ici sur le mythe dont la tragédie grecque a fait son langage. « *La tragédie naît et meurt avec le grand moment de la démocratie athénienne : l'une et l'autre coïncident* » écrit-elle revenant sur ce « moment » athénien qui ne cesse de hanter, comme un paradis perdu, l'Occident depuis la Renaissance.

**Parution du dernier numéro de la revue de géopolitique Conflits, animée par Pascal Gauchon. 82 p., 9,90 €**

Aux portes de l'Europe. Le Maghreb (le Maghreb existe-t-il ? Le Maghreb et les institutions régionales ; les horizons géopolitiques du Maroc ; Tunisie, l'exception du printemps arabe : les deux Libye, etc.). Cette revue est ce qui se fait de mieux en matière de géopolitique.

Vente en kiosque.